

## Catalogne : loi et ordre (des proxénètes)

samedi 5 janvier 2013, par [DAHAN Sylviane](#) (Date de rédaction antérieure : 4 janvier 2013).

### Sommaire

- [Ley y Orden \(proxenetas\)](#)
- [Llei i Ordre \(proxenetas\)](#)

Un cocktail Molotov, une voiture bourrée d'explosifs, une alerte à la bombe... Ces dernières semaines, le Paradise macro-bordel de La Jonquera, l'un des plus grands d'Europe, a fait parler de lui. S'il y avait des doutes sur les dessous de la prostitution, voici la preuve qu'il s'agit d'une industrie étroitement liée au crime organisé. Et ce milieu ne badine pas sur les moyens quand il s'agit de « régler des comptes » ou de se partager un morceau du gâteau.

L'épais casier judiciaire du patron du Paradise a été largement diffusé dans la presse. Personne ne peut croire que ce proxénète, condamné par maints trafics, soit autre chose qu'un homme de paille derrière lequel se cachent de puissants investisseurs dont l'honorable réputation conseille de rester dans l'ombre. Et que dire de ces « collecteurs de fonds » masqués et armés de fusils à répétition ? Ici, il n'y a pas non plus de surprise. Du moins, pas pour la police : les Mossos d'Esquadra - la police catalane - sont parfaitement au courant des clans mafieux opérant dans la zone frontalière. Il s'agit de gangs de trafiquants et de proxénètes qui contrôlent le flux des filles, pour la plupart étrangères, qui échouent dans l'industrie prostitutionnelle. Ces réseaux criminels gèrent l'ordre social sur les routes de la région. Les policiers savent à quel prix sont loués les ronds-points, quand un clan décide de « mettre au travail » ses filles dans une zone contrôlée par une autre bande. Non, nous ne parlons pas de la ville de Chicago des années vingt, mais des Pyrénées catalans au temps de la mondialisation.

Mais si tels sont l'état d'esprit et les mœurs de ces « hommes d'affaires », à quoi peut-on s'attendre pour ce qui est du traitement accordé aux femmes prostituées, que ce soit dans les nombreux clubs de la région ou en bordure de route ? Cependant, en dépit de l'extrême violence que reflètent les événements de ces derniers jours - et malgré leur projection médiatique, aussi bien dans la presse écrite que dans les différentes chaînes de télévision - personne ne s'est inquiété des filles. Elles n'ont pas de nom, d'histoire, de craintes ou de désirs qui méritent d'être mentionnés. Fugitivement, des reportages télévisés ont montré des silhouettes de femmes, debout sur des talons vertigineux, à l'aube, revenant au « turbin » une fois dissipée l'alarme... qui avait forcé l'évacuation de près d'un millier de clients qui avaient choisi cet endroit pour fêter l'arrivée du Nouvel An. De toute évidence, il fallait que les filles « rattrapent le temps perdu » sitôt rétablie la « normalité ».

Ce silence en dit plus sur la réalité de la prostitution que cent discours. On ne reconnaît à ces femmes-là ni identité, ni volonté. Il s'agit de simples marchandises. Personne ne se demande par quels moyens et avec quelles conséquences on peut déshumaniser des milliers de femmes jusqu'à en faire des objets propres à la consommation sexuelle masculine ? C'est plus souvent que l'on peut entendre des voix - drapées y compris de la dignité que confèrent les chaires de sociologie ou d'anthropologie - niant systématiquement cet extrême et revendiquant à chaque occasion la pleine reconnaissance et la normalisation du « travail sexuel ». Eh bien, La Jonquera et ses environs fournissent à ces apôtres de la postmodernité l'occasion de réaliser un intéressant « travail de terrain » : qu'ils aillent, par exemple, au Paradise munis d'un magnétophone et qu'ils essayent de

s'entretenir avec une fille sur un sujet au-delà du prix d'un service... ils feront bientôt la connaissance de quelques gaillards qui leur expliqueront, de manière peu amène mais convaincante, en quoi consiste cette entreprise du loisir masculin. Aucune de ces voix favorables à la normalisation de la prostitution - bien sûr, toujours au nom des « droits des travailleuses du sexe » -, des voix généralement médiatisées, n'a été entendue ces jours-ci. Aucune voix exprimant le moindre souci à propos du risque « professionnel » ajouté que représente pour les femmes le terrorisme mafieux.

Qui, par contre, s'est exprimé sans ambages sur le sujet a été M. Espadaler, nouveau Conseiller d'Intérieur de la Generalitat, et membre éminent de la sage et très démocrate-chrétienne Union Démocratique de Catalogne, le parti de Duran i Lleida. « *Pas question de fermer le Paradise* », a déclaré sans délai, en réponse à la demande formulée par Sònia Martínez, maire de La Jonquera, désireuse comme la plupart de la population de cette ville frontalière, de voir disparaître le bordel et tout ce qui s'y associe. « *Le club dispose d'une licence en règle et son activité s'en tient à l'actuelle législation.* » Et comment ! La Haute Cour de la Catalogne elle-même l'avait ainsi certifié, rejetant la plainte de mairie de la Jonquera et la sommant d'octroyer aux promoteurs du Paradise le permis de construire nécessaire. Tant et si bien que le gérant du Paradise s'est senti assez couvert pour menacer la mairie d'une action en justice, réclamant dommages et intérêts pour les retards administratifs subis.

Les choses, donc, sont claires. La loi est ce qu'elle est, et permet que les bandes de proxénètes fassent régner l'ordre dans la région. La police tentera d'éviter de plus grands maux. Ou bien elle va compter les points et ramasser les cadavres, s'il finit par y avoir des morts. Dans tous les cas, l'entreprise étincelante de la prostitution doit se poursuivre coûte que coûte. Elle représente de l'argent, beaucoup d'argent. Et il y a des marchandises disponibles : les « garçons en cagoule » garantissent le renouvellement constant et la discipline d'un contingent de jeunes femmes en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Amérique latine. Peu de gens connaissent leur vrai nom. Mais peu importe. Lorsque nos gouvernants parlent de « sécurité », il n'est nullement question de ces filles-là. Comme les marchandises, elles sont parfaitement disponibles et interchangeables.

De l'autre côté de la frontière, d'où provient la plupart des « clients », de nombreux élus locaux, des mouvements féministes, des syndicalistes ... s'alarment de l'impact extrêmement négatif que, du point de vue du respect des valeurs d'égalité, représentent la banalisation et l'expansion de la prostitution dans la région, en particulier chez les jeunes [1]. Maintenant que nous avons un débat ouvert en Catalogne sur l'indépendance et l'État que nous voulons, ce serait un bon moment pour décider si nous souhaitons que cet État soit un régime proxénète - et pour savoir quelle place référentielle voulons-nous que notre pays occupe en Europe. Ou si, au contraire, nous aspirons à une République démocratique, attachée à l'égalité et à la défense des droits de l'Homme (et de la Femme). C'est-à-dire, un régime qui soit favorable aux femmes, qui défende leur vraie liberté, leur accès à un travail digne... et qui bannisse et poursuive sans relâche toutes les formes d'exploitation sexuelle. Dans un pays démocratique, la prostitution ne peut pas être un droit de l'homme. Aujourd'hui, ne manquent pas chez nous les dirigeants politiques qui se disent prêts à braver courageusement la colère de l'État espagnol et qui, au travers d'un périple épique, promettent de nous emmener jusqu'à une Ithaque indépendante. Malheureusement, ces mêmes Ulysse se soumettent volontiers à la sacro-sainte exigence de sauver les banques - malgré l'énorme douleur sociale que cela représente - et au respect des lois qui assurent la prospérité des industries du sexe - malgré l'extrême violence que cela suppose pour les femmes. Pourquoi ne portons-nous pas la rébellion démocratique sur tous les fronts ... en finissant avec les maisons closes ? Le club Paradise, en premier.

04/01/2013

**Sylviane Dahan** (Porte-parole Femmes de la FAVB - Fédération d'associations de quartier de

## **Ley y Orden (proxenetas)**

Un cóctel molotov, un coche repleto de explosivos, una alerta de bomba... En las últimas semanas, el macro-prostíbulo Paradise de la Junquera, uno de los mayores de Europa, no gana para sustos. Si alguien dudaba de qué iba el negocio de la prostitución, aquí tiene la prueba : es una industria profundamente imbricada con el crimen organizado. Y esa gente no se anda con chiquitas a la hora de "ajustar cuentas" o disputarse un pedazo de pastel. El historial delictivo del gerente del Paradise ha sido ya ampliamente aireado en la prensa. Desde luego, nadie puede creer que este proxeneta convicto sea más que un hombre de paja, tras quien se ocultan poderosos inversores cuya honorable reputación aconseja permanecer en la sombra. Y ¿qué decir de la catadura de esos "cobradores del pasamontañas y el fusil de repetición" ? Aquí tampoco cabe hablar de sorpresa. Cuando menos por cuanto a la policía se refiere : los mandos locales de los Mossos de Esquadra están perfectamente al día de los clanes mafiosos que operan en la zona transfronteriza. Son esas bandas de traficantes y proxenetas quienes controlan los flujos de muchachas, en su mayoría extranjeras, que abastecen los locales de prostitución. Esas redes delictivas gestionan el orden social en las carreteras de la comarca. Por saber, la policía conoce incluso a qué precio se alquilan las rotondas, cuando un clan desea "poner a trabajar a sus chicas" en una zona controlada por otra banda. No, no estamos hablando del Chicago de los años veinte, sino del Pirineo catalán, globalizado, de nuestros días.

Pero, si tales son el talante y los modales de estos "hombres de negocios" cuando dirimen sus desavenencias, ¿qué cabe esperar del trato que deparan a las mujeres prostituidas que explotan, ya sea en clubs o a pié de carretera ? Sin embargo, a pesar de la violencia extrema que reflejan los acontecimientos de estos últimos días - y en medio de toda la proyección mediática que han tenido -, nadie ha preguntado por las chicas. No tienen nombre, historia, temores o anhelos que merezcan ser relatados. Fugazmente, los reportajes televisivos nos han mostrado unas siluetas femeninas, erguidas sobre unos tacones vertiginosos, regresando de madrugada al "trabajo", una vez disipada la alarma que había obligado a desalojar cerca de un millar de clientes. Urgía recuperar el tiempo perdido y restablecer la "normalidad".

Ese silencio dice más sobre la realidad de la prostitución que cien discursos. A esas mujeres no se les supone identidad, ni voluntad propia. Se trata, simplemente, de mercancías. Tampoco hay mucha gente que se pregunte cómo y con qué consecuencias se deshumaniza a una mujer hasta convertirla en un objeto apto para el consumo sexual masculino. De hecho, no pocas voces - algunas envueltas en la dignidad de cátedras de sociología o antropología - niegan incluso este extremo, reivindicando a la menor ocasión el reconocimiento del "trabajo sexual". Pues bien, La Junquera y sus alrededores brindan a estos apóstoles de la postmodernidad la oportunidad de realizar interesantes "trabajos de campo" : vayan al Paradise provistos de una grabadora, pregunten a una chica por alguna cosa que no sea el precio de un "servicio"... y verán qué poco tardan en conocer a unos fornidos caballeros que, de forma poco amena pero altamente persuasiva, les explican cómo funciona este negocio. Curiosamente, ninguna de estas voces, generalmente ruidosas y mediatizadas, se ha alzado estos días para manifestar la menor inquietud por el riesgo "laboral" añadido que supone para esas mujeres el terrorismo mafioso.

Quien sí que ha abierto la boca, estrenándose en el cargo, ha sido el Sr. Espadaler, nuevo conseller

d'Interior de la Generalitat, y miembro destacado de la recatada y democristiana Unió Democràtica de Catalunya, el partido de Duran i Lleida. "¡Ni hablar de cerrar el Paradise!", se apresuró a declarar, respondiendo así a la reclamación de la alcaldesa de La Jonquera, deseosa como la mayoría de su población, de ver desaparecer el prostíbulo y todo lo que conlleva. "El local dispone de una licencia en regla y su actividad se ajusta a derecho." ¡Y tanto! El propio Tribunal Superior de Justicia de Catalunya así lo certificó, desestimando en su día el recurso de la alcaldesa y obligándola a conceder el permiso de obras correspondiente. Hasta tal punto que el gerente del Paradise se sintió suficientemente amparado como para amenazar al ayuntamiento con una demanda por daños y perjuicios... por los retrasos ocasionados.

Así, pues, las cosas están claras. La ley es la que es, y permite que el orden armado de los proxenetas reine en la zona. La policía tratará de evitar males mayores. O contará los puntos y recogerá los cadáveres, si acaba habiéndolos. En cualquier caso, el negocio rutilante de la prostitución debe seguir. Representa dinero, mucho dinero. Y hay mercancía disponible: los "chicos del pasamontañas" garantizan la renovación constante y la disciplina de un contingente de mujeres jóvenes, procedentes del Este, de África o América Latina. Pocos saben su verdadero nombre. No tiene mayor importancia. Cuando nuestros responsables políticos hablan de "seguridad", no piensan en ellas. Como las mercancías, son perfectamente prescindibles y sustituibles.

Al otro lado de la frontera, de donde procede buena parte de la "clientela", numerosos representantes locales, movimientos feministas, sindicalistas... muestran ya su alarma ante el impacto tremendamente negativo que, desde el punto de vista del respeto a los valores de igualdad, están teniendo la banalización y la expansión de la prostitución, especialmente entre la juventud [2]. Ahora que tenemos abierto el debate en Catalunya acerca de un Estado propio sería un buen momento para plantearnos si queremos o no que ese Estado sea un régimen proxeneta - y qué lugar pretendemos que ocupe en Europa. O si, por el contrario, queremos un país comprometido con la igualdad y los derechos humanos. Y que, por lo tanto, sea solidario con las mujeres, promueva su auténtica libertad, su acceso a un trabajo digno... al tiempo que persigue implacablemente la explotación sexual. En un país democrático, la prostitución no puede ser un derecho del hombre. Algunos bravos prohombres que, desafiando el furor de España, prometen llevarnos a Ítaca, se muestran sumisos ante las sacrosantas exigencias de los bancos - por mucho dolor social que ello represente - y respetuosos con las leyes que favorecen a las industrias del sexo - por mucha violencia que conlleven para las mujeres. ¿Qué tal si llevásemos la rebeldía democrática a todos los frentes... y empezamos por cerrar los prostíbulos? El Paradise, el primero.

4/1/2013

**Sylviane Dahan** (Vocal de Mujeres de la FAVB)

---

### Llei i Ordre (proxenetes)

Un còctel Molotov, un cotxe replet d'explosius, una alerta de bomba... En les últimes setmanes, el macroprostíbul Paradise de la Jonquera, un dels més grans d'Europa, no guanya per a esglais. Si algú dubtava de què anava el negoci de la prostitució, aquí en té la prova: és una indústria profundament imbricada amb el crim organitzat. I aquesta gent hi va més aviat amb el broc gros a l'hora de "passar comptes" o disputar-se un tros de pastís. L'historial delictiu del gerent del Paradise ha estat ja àmpliament airejat per la premsa. Per descomptat, ningú pot creure que aquest

proxeneta convicte sigui més que un home de palla rere el qual s'oculten poderosos inversors d'honorable reputació. I què dir del tarannà d'aquests "cobradors del passamuntanyes i el fusell de repetició" ? Aquí tampoc podem parlar de sorpresa. Si més no pel que fa a la policia : els comandaments locals dels Mossos de Esquadra estan perfectament al dia dels clans mafiosos que operen a la zona fronterera. Són aquestes bandes de traficants i proxenetes les qui controlen els fluxos de noies, en la seva majoria estrangeres, que proveeixen els locals de prostitució. Aquestes xarxes delictives gestionen l'ordre social a les carreteres de la comarca. Per saber, la policia coneix fins i tot a quin preu es lloguen les rotondes, quan un clan desitja "posar a treballar a les seves noies" en una zona controlada per una altra banda. No, no estem parlant del Chicago dels anys vint, sinó del Pirineu català, globalitzat, dels nostres dies.

Però, si tals són els modals d'aquests "homes de negocis" quan dirimeixen les seves desavinences, què cal esperar del tracte que ofereixen a les dones prostituïdes que exploten, ja sigui en clubs o a peu de carretera ? No obstant això, malgrat la violència extrema que reflecteixen els esdeveniments d'aquests últims dies - i enmig de tota la projecció mediàtica que han tingut -, ningú ha preguntat per les noies. Elles no tenen nom, història, temors o anhels que mereixin ser relatats. Fugaçment, els reportatges televisius ens han mostrat unes siluetes femenines, alçades sobre uns talons vertiginosos, tornant de matinada a la "feina", una vegada dissipada l'alarma que havia obligat a desallotjar prop d'un miler de clients. Urgia recuperar el temps perdut i restablir la "normalitat".

Aquest silenci diu més sobre la realitat de la prostitució que cent discursos. A aquestes dones no se'ls suposa identitat, ni voluntat pròpia. Es tracta, simplement, de mercaderies. Tampoc hi ha molta gent que es preguntin com i amb quines conseqüències es deshumanitza una dona fins a convertir-la en un objecte apte per al consum sexual masculí. De fet, no poques veus - algunes embolcallades en la dignitat de càtedres de sociologia o antropologia - neguen fins i tot aquest extrem, reivindicant a la menor ocasió el reconeixement de el "treball sexual". Doncs bé, La Jonquera i els seus voltants brinden a aquests apòstols de la postmodernitat l'ocasió de realitzar interessants "treballs de camp" : que vagin al Paradise proveïts d'una gravadora, que preguntin a una noia per alguna cosa que no sigui el preu d'un "servei"... i veuran què poc triguen a conèixer a uns musculosos xicots que, de forma poc amena però altament persuasiva, els explicaran com funciona aquest negoci. Curiosament, cap d'aquestes veus, generalment sorolloses i mediatitzades, s'ha alçat aquests dies per manifestar la menor inquietud pel risc "laboral" afegit que suposa per a aquestes dones el terrorisme mafiós.

Qui si que ha obert la boca, estrenant-se en el càrrec, ha estat el Sr. Espadaler, nou conseller d'Interior de la Generalitat, i membre destacat de la casta i demòcrata cristiana Unió Democràtica de Catalunya, el partit de Duran i Lleida. "Ni parlar-ne de tancar el Paradise !", es va apressar a declarar, responnent així a la reclamació de l'alcaldeessa de La Jonquera, desitjosa com la majoria de la seva població de veure desaparèixer el prostíbul i tot el que comporta. "El local disposa d'una llicència en regla i la seva activitat s'ajusta a dret." I tant ! El propi Tribunal Superior de Justícia de Catalunya així ho va certificar, desestimant en el seu moment el recurs de l'alcaldeessa i obligant-la a concedir el permís d'obres corresponent. Fins a tal punt que el gerent del Paradise es va sentir prou emparat com per amenaçar l'ajuntament amb una demanda per danys i perjudicis... pels retards ocasionats.

Així, doncs, les coses estan clares. La llei és la que és, i permet que l'ordre armat dels proxenetes regni a la zona. La policia tractarà d'evitar mals majors. O comptarà els punts i recollirà els cadàvers, si acaba havent-los. En qualsevol cas, el negoci rutilant de la prostitució ha de seguir. Representa diners, molts diners. I hi ha mercaderia disponible : els "nois del passamuntanyes" garanteixen la renovació constant i la disciplina d'un contingent de dones joves, procedents de l'Est, d'Àfrica o Amèrica Llatina. Pocs saben el seu veritable nom d'aquestes noies. No té major importància. Quan els nostres responsables polítics parlen de "seguretat", no pensem en elles. Com

les mercaderies, són perfectament prescindibles i substituïbles.

A l'altre costat de la frontera, lloc de procedència de bona part de la "clientela" dels "nostres" prostíbuls, nombrosos representants locals, moviments feministes, sindicalistes... mostren ja la seva alarma davant l'impacte tremendament negatiu que, des del punt de vista del respecte dels valors d'igualtat, estan tenint la banalització i l'expansió de la prostitució, especialment entre la joventut [1, 2]. Ara que tenim obert el debat a Catalunya sobre un Estat propi seria un bon moment per plantejar-nos si volem o no que aquest Estat sigui un règim proxeneta - i quin lloc pretenem que ocupi a Europa. O si, per contra, volem un país compromès amb la igualtat i els drets humans. I que, per tant, sigui solidari amb les dones, promogui la seva autèntica llibertat, el seu accés a un treball digne... al mateix temps que persegueix implacablement l'explotació sexual. *En un país democràtic, la prostitució no pot ser un dret de l'home.* Alguns braus prohoms que, desafiant el furor d'Espanya, prometen portar-nos fins a Itaca, es mostren per contra submisos davant les sacrosantes exigències dels bancs - per molt dolor social que això representi - i d'allò més respectuosos amb les lleis que afavoreixen les indústries del sexe - per molta violència que comportin per a les dones. Què tal si portéssim la rebel·lia democràtica a tots els fronts... i comencéssim per tancar els prostíbuls? El Paradise, el primer.

**Sylviane Dahan** (Vocal de Dones de la FAVB)

4/1/2013

---

## Notes

[1] La Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a procédé à l'audition, ouverte à la presse, de M<sup>mes</sup> Sophie Avarguez et Aude Harlé, sociologues, maîtresses de conférences à l'Université de Perpignan et de M<sup>me</sup> Lise Jacquez, doctorante en sciences de l'information et de la communication, sur leur étude consacrée au phénomène prostitutionnel dans l'espace catalan transfrontalier - vécu, usages sociaux et représentations, le 5/12/2012. Sous la présidence de M<sup>me</sup> Catherine Coutelle.

L'étude a été en effet réalisée à la demande du Conseil général des Pyrénées-Orientales et du Conseil régional du Languedoc-Roussillon.

Elle porte sur le phénomène prostitutionnel dans l'espace transfrontalier catalan. On peut effectivement se demander, l'activité prostitutionnelle se trouvant essentiellement de l'autre côté de la frontière, pourquoi ce sont deux collectivités locales françaises qui s'y intéressent et investissent du temps et de l'argent dans une étude sur le phénomène.

... « La raison est qu'en tant que conseillère générale en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes, j'avais été alertée à plusieurs reprises par des professionnels de l'éducation à la sexualité qui, sachant que beaucoup de jeunes du département sont clients des prostituées, craignent que le premier regard aperçu de ces jeunes sur la sexualité ait des conséquences sur les relations entre les filles et les garçons aujourd'hui et plus tard. »...

[http://www.nosdeputes.fr/14/seance/680#inter\\_1c517005f927afcc5e7fd5a965b8a8e8](http://www.nosdeputes.fr/14/seance/680#inter_1c517005f927afcc5e7fd5a965b8a8e8)

[2] [http://www.nosdeputes.fr/14/seance/680#inter\\_1c517005f927afcc5e7fd5a965b8a8e8](http://www.nosdeputes.fr/14/seance/680#inter_1c517005f927afcc5e7fd5a965b8a8e8)